



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 194

Loi modifiant la Loi sur la fonction publique

Présentation

Présenté par
M. Michel Bourdon
Député de Pointe-aux-Trembles

Éditeur officiel du Québec
1991

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la fonction publique afin que puissent être tenus des concours réservés exclusivement à des employés occasionnels ayant plus de trois années de service, auprès d'un même ministère ou organisme, dans un même emploi ou corps d'emploi.

Le projet de loi a aussi pour objet de permettre que le statut de permanent puisse être attribué à toutes les personnes déclarées aptes suite à un concours réservé si celles-ci occupent des emplois qui font partie des activités régulières de leur ministère ou organisme.

Le projet de loi prévoit enfin qu'un employé occasionnel occupant un emploi faisant partie des activités régulières de son ministère ou de son organisme le jour de la sanction de la loi sera réputé avoir été recruté en vertu de la Loi sur la fonction publique s'il a fait l'objet d'une déclaration d'aptitudes dans les 12 mois précédant le jour de la sanction.

Projet de loi 194

Loi modifiant la Loi sur la fonction publique

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 14 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Toutefois, une personne nommée suite à un concours tenu en vertu de l'article 43.1 acquiert le statut de permanent dès sa nomination. Toute autre personne qui a été déclarée apte suite à ce concours et qui occupe un emploi qui fait partie des activités régulières de son ministère ou de son organisme est nommée à cet emploi et acquiert le statut de permanent. ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 43, du suivant:

« **43.1** L'Office des ressources humaines peut procéder à la tenue de concours réservés exclusivement aux employés occasionnels ayant accumulé plus de trois années de service, auprès d'un même ministère ou organisme, dans un même emploi ou corps d'emploi.

Dans le calcul de la durée du service, le service acquis depuis la dernière nomination s'ajoute à celui acquis avant cette nomination s'il y a une interruption de service inférieure à 60 jours entre ces deux engagements. ».

3. L'article 83 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« Toutefois, les seuls emplois occasionnels qui peuvent être soustraits en vertu du premier alinéa sont ceux d'une durée inférieure

à une année à l'exception des emplois saisonniers ou cycliques et ceux visant à remplacer un employé temporairement absent. ».

4. L'article 99 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant :

« 1.1° de procéder, au moins une fois l'an, pour les employés occasionnels ayant accumulés plus de trois années de service, auprès d'un même ministère ou organisme, dans un même emploi ou corps d'emploi, à la tenue d'un concours de recrutement ; ».

5. Un employé occasionnel qui occupe un emploi qui fait partie des activités régulières de son ministère ou de son organisme le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), est réputé avoir été recruté conformément à l'article 42 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) s'il a fait l'objet d'une déclaration d'aptitudes par l'Office des ressources humaines depuis le (*indiquer ici la date qui précède de 12 mois la date de la sanction de la présente loi*).

6. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).